

Loi du pays n° 2021-47 du 25 octobre 2021 portant diverses exonérations en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits de douane

(NOR : DIP2121983LP)

Paru in extenso au journal officiel n°113 NS du 25/10/2021 à la page 7484 dans la partie Lois du pays

Version en vigueur au 25/10/2021

- TITRE Ier - EXONERATION DES DROITS ET TAXES SUR LES MARCHANDISES IMPORTEES ET LES ACHATS DE BIENS REALISES EN VUE DE L'EXECUTION D'UN MARCHE FINANCE PAR L'UNION EUROPEENNE (Article LP. 1er à Art. LP. 6)
- TITRE II - DISPOSITION APPLICABLE EN MATIERE DE DROITS DE DOUANE DUS A L'IMPORTATION(Art. LP. 7 à Article LP. 8)

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,
Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

TITRE IER - EXONERATION DES DROITS ET TAXES SUR LES MARCHANDISES IMPORTEES ET LES ACHATS DE BIENS REALISES EN VUE DE L'EXECUTION D'UN MARCHE FINANCE PAR L'UNION EUROPEENNE

Article LP. 1er

Il est institué un régime d'exonération de tous droits et taxes sur les marchandises importées en Polynésie française en vue de l'exécution d'un marché financé par l'Union européenne.

La présente exonération porte sur l'ensemble des droits et taxes dont la liquidation incombe au service des douanes, taxe pour l'environnement, l'agriculture et la pêche comprise, à l'exclusion de la taxe de péage, de la taxe aéroportuaire et de la participation informatique douanière, étant précisé que l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux importations précitées est inscrite au code des impôts.

Art. LP. 2

L'exonération prévue à l'article LP. 1er doit être sollicitée lors du dépôt de la déclaration d'importation des marchandises concernées.

Art. LP. 3

Toute personne qui sollicite le bénéfice de l'exonération prévue à l'article LP. 1er doit respecter les obligations suivantes :

- 1° Mentionner dans la déclaration en douane, les références du marché financé par l'Union européenne ;
- 2° Affecter la totalité des matériels pour lesquels l'exonération est sollicitée à la destination privilégiée prévue à l'article LP. 1er ;
- 3° Ne pas modifier l'affectation des matériels exonérés pendant l'entière durée d'exécution du marché financé par l'Union européenne ;
- 4° Justifier de cette affectation à première réquisition de la direction régionale des douanes ;
- 5° Ne pas prêter, louer ou céder en l'état à titre gratuit ou onéreux pendant la durée mentionnée au point 3°, à compter de la date d'enregistrement de la déclaration en douane, les matériels ayant bénéficié de la mesure d'exonération.

Art. LP. 4

Sans préjudice des dispositions prévues par le code des douanes, l'inexécution totale ou partielle des obligations prévues à l'article LP. 3 entraîne la déchéance des avantages fiscaux qui y sont attachés et l'exigibilité des droits et taxes non acquittés du fait de ceux-ci.

La personne bénéficiant de l'exonération remise en cause doit à première réquisition du service des douanes acquitter le montant des droits et taxes exigibles.

Les droits et taxes sont dus solidairement et selon le cas, par les personnes suivantes :

- 1° La personne désignée comme destinataire réel des marchandises sur la déclaration en douane d'importation ;
- 2° Le déclarant en douane ;
- 3° La personne qui a utilisé les marchandises en sachant ou devant raisonnablement savoir que cette utilisation

s'effectuait dans des conditions n'ouvrant plus droit au régime fiscal privilégié dont elles ont bénéficié à l'importation.

Les droits et taxes sont calculés selon le taux en vigueur à la date à laquelle l'une des conditions prévues pour bénéficier de l'exonération a cessé d'être remplie, et sur la base de l'espèce, de l'origine et de la valeur des marchandises reconnues ou admises à cette date par la direction régionale des douanes.

Art. LP. 5

La délibération n° 66-4 du 5 janvier 1966 modifiée portant exonération des droits d'entrée et taxes diverses de douanes sur les importations financées par le fonds européen de développement est abrogée.

Art. LP. 6.— Exonération de TVA en régime intérieur et à l'import

I. Le I de l'article LP. 340-9 du code des impôts est complété d'un 40° ainsi rédigé :

"40° Les achats de biens effectués en Polynésie française par les personnes physiques ou morales titulaires d'un marché financé par l'Union européenne en vue de son exécution.

Sans préjudice des obligations incombant par ailleurs à l'assujetti en application du présent titre, le bénéfice de cette exonération est conditionné au respect des obligations suivantes :

a) Pendant l'entière durée d'exécution du marché financé par l'Union européenne, la personne physique ou morale titulaire de ce marché conserve la pleine propriété des biens susmentionnés et les affecte directement et exclusivement à son exécution ;

b) Elle remet au fournisseur une attestation certifiant de son engagement à respecter les conditions prévues au a) et à s'acquitter de la taxe sur la valeur ajoutée dans l'hypothèse où les biens viendraient à ne pas recevoir l'affectation ayant justifié l'exonération. Cette attestation doit comporter les références du marché financé par l'Union européenne ;

c) La facture délivrée par le fournisseur doit faire apparaître, outre les mentions obligatoires prévues à l'article 344-5, la mention "TVA non applicable dans le cadre d'un marché financé par l'Union européenne", suivie des références du marché concerné.

La communication aux agents de la direction des impôts et des contributions publiques des justificatifs apportant la preuve du respect des obligations susmentionnées est réalisée dans les conditions prévues à l'article 347-1.

Le non-respect de ces obligations entraîne la remise en cause de l'exonération induite, selon les modalités de contrôles et de sanctions prévues à l'article LP. 347-2.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article LP. 344-6, en cas de non-respect des obligations précitées, le titulaire du marché devient redevable de la taxe dont l'exonération s'avère induite."

II. L'article LP. 348-8 du code des impôts est complété d'un 15° ainsi rédigé :

"15° De biens réalisés par les personnes physiques ou morales titulaires d'un marché financé par l'Union européenne en vue de son exécution.

Sans préjudice des obligations incombant par ailleurs, et en application du présent titre, au redevable de la taxe ou à son déclarant en douane, le bénéfice de cette exonération est conditionné au respect des obligations prévues en la matière par la réglementation douanière.

Le contrôle des obligations susmentionnées est réalisé conformément au code des douanes applicable en Polynésie française.

Le non-respect de ces obligations entraîne la remise en cause de l'exonération induite, selon les modalités de contrôles, de liquidation et de sanctions prévues par la réglementation douanière."

III. A l'article LP. 345-5 du code des impôts, les mots :

"et 34° à 35°", sont remplacés par les mots : ", 34°, 35° et 40°".

TITRE II - DISPOSITION APPLICABLE EN MATIERE DE DROITS DE DOUANE DUS A L'IMPORTATION

Art. LP. 7. - Disposition applicable en matière de droits de douane dus à l'importation des marchandises originaires des pays de l'Union européenne

Le point 2 du IV de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2008-7 du 25 août 2008 modifiée relative au droit de douane est modifié ainsi qu'il suit :

"2°.- Pour l'application du droit de douane au taux réduit dû à l'importation des marchandises originaires des pays de l'Union européenne, sont considérées comme marchandises originaires, celles qui y sont entièrement obtenues ou qui y sont suffisamment transformées au sens des définitions figurant aux articles 3, 4, 5, 11 à 14 de l'annexe VI de la décision 2013/755/UE du Conseil du 25 novembre 2013 relative à l'association des pays et

territoires d'outre-mer à l'Union européenne ("décision d'association outre-mer") et aux appendices 1 et 2 de ladite annexe."

Article LP. 8.— Entrées en vigueur

Les dispositions de la présente loi du pays sont applicables à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de son acte de promulgation à l'exception des articles LP. 1er à LP. 6 qui sont applicables aux opérations réalisées à compter de cette même date.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 25 octobre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des finances,
de l'économie,
Yvonnick RAFFIN.

Travaux préparatoires :

- arrêté n° 1923 CM du 2 septembre 2021 soumettant un projet de la loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 1er octobre 2021 ;
- rapport n° 145-2021 du 1er octobre 2021 de M. Luc Faatau et Mme Tepuaurarii Teriitahi, rapporteurs du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 21 octobre 2021 ; texte adopté n° 2021-36 LP/APF du 21 octobre 2021.